

## UDC INTERNATIONAL

Case postale 8252, CH-3001 Berne

Tel +41 31 300 58 58

Fax +41 31 300 58 59

Email: [info@udc-international.ch](mailto:info@udc-international.ch)

Internet: <http://www.udc-international.ch>



# Newsletter UDC International

Edition décembre 2010

## L'UDC International se met en position pour les élections 2011

---

**Le 28 novembre 2010 le peuple suisse a accepté avec une majorité de plus de 53% des votants l'initiative UDC sur le renvoi. Je saisis cette occasion pour remercier cordialement toutes celles et tous ceux qui se sont battus pour ce résultat!**

L'UDC International aura aussi besoin de votre soutien pour mener la campagne électorale 2011. Comme nous l'avons déjà annoncé, nous souhaitons participer à la campagne de l'UDC et nous présenter avec nos propres listes dans une dizaine de cantons pour défendre les intérêts de la Cinquième Suisse et ses droits à une représentation politique équitable. Il est toujours possible d'annoncer sa candidature. N'hésitez pas à prendre contact avec nous ([info@udc-international.ch](mailto:info@udc-international.ch)).

A côté des revendications des Suisses de l'étranger, l'UDC International focalisera sa campagne avant tout sur les thèmes de l'indépendance de la Suisse et la sauvegarde des valeurs suisses afin que nous retrouvions toujours, lors de nos séjours dans la patrie, la Suisse telle que nous la connaissons et l'aimons. Concrètement, cette revendication implique aussi la mise en œuvre rapide et fidèle de l'initiative sur le renvoi. La volonté populaire doit être respectée. Il serait inacceptable que le Parlement tente de revenir à son contre-projet inefficace dont le peuple n'a clairement pas voulu. Lesdits représentants du peuple doivent se rappeler que leur premier devoir est précisément de défendre les intérêts de ce même peuple et non pas de se soumettre à de quelconques accords internationaux.

Dans ce même contexte, l'UDC doit rappeler sans relâche que l'adhésion à l'UE n'est pas une option valable. Par leurs interventions critiques nos membres habitant l'UE nous rappellent régulièrement que la voie bilatérale est la seule qui convienne à la Suisse. Il faut enfin répondre avec fermeté aux pressions croissantes de l'UE qui ne s'intéresse qu'à notre argent. La meilleure manière de faire comprendre à Bruxelles notre désintérêt serait de retirer la demande d'adhésion qui dort toujours au fond d'un tiroir de l'UE.

A côté de prises de positions claires et fermes en politique étrangère, la sauvegarde de l'indépendance suisse nécessite aussi le retour à une défense nationale crédible. Une armée neutre, souveraine et indépendante est indispensable à la sécurité et la liberté de la Suisse. Les constantes attaques lancées contre notre armée de milice par la gauche, mais malheureusement aussi par les partis du centre, font un tort énorme à la Suisse. C'est également par un NON clair et net à l'initiative sur le désarmement (Groupe pour une Suisse sans armée / GSSA) que nous réaffirmerons le 13 février 2011 notre attachement à notre système de milice qui a fait ses preuves.

Je vous remercie d'ores et déjà de votre engagement pour la patrie durant l'année électorale 2011.

Bien à vous

**Rolf B. Schudel**, Johannesburg (SA)  
Président UDC International

## **Augmentons l'effectif du corps des gardes frontières**

---

**Notre territoire est en danger !**

**L'application des accords de Schengen ouvre nos frontières aux délinquants et aux mafieux. Faute d'effectifs suffisants, nos gardes frontières n'arrivent plus à effectuer leur mission de sécurité aux confins du territoire. Depuis des années, les autorités fédérales sacrifient la sécurité de nos concitoyens à coups de restrictions budgétaires et de réductions d'effectifs.**

A Genève, la situation est particulièrement alarmante. Nos 110 km de frontières avec la France exigent un nombre accru de gardes-frontières pour assurer un contrôle efficace. En théorie, l'effectif est de 340 fonctionnaires mais en réalité ils sont une soixantaine de moins. Or sur cette base, 140 d'entre eux sont affectés au contrôle des passeports, principalement à l'aéroport.

En déduisant le personnel d'état major, les jours de congés et les journées de formation, il reste moins de 70 personnes pour assurer la surveillance des frontières, 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24.

C'est « mission impossible », même pour ces hommes d'élite dont le dévouement est remarquable.

Il y a onze routes principales à surveiller et un grand nombre de points de passage dans la campagne genevoise. Cette perméabilité de la frontière genevoise est un véritable appel d'air pour tous les gangs de braqueurs et de voyous. Une fois leur forfait commis, ils courent se réfugier dans le pays voisin. Peu d'entre eux sont interceptés.

Quant à la collaboration policière franco-suisse, elle pourrait être améliorée. Interpellé à ce sujet, le Conseil Fédéral a reconnu ce manque chronique d'effectif à disposition. Mais il préfère, pour des raisons budgétaires, réduire au minimum les crédits affectés au recrutement de nouveaux collaborateurs. Cette année encore,

des mesures d'économie vont supprimer des postes, pourtant nécessaires.

Cette politique néfaste à la sécurité de nos concitoyens va encore retarder l'engagement de nouveaux collaborateurs pour que nos frontières soient mieux gardées.

Un recrutement de 300 personnes supplémentaires serait un minimum.

Et il ne faut malheureusement pas compter sur la gendarmerie ou sur la PSI pour pallier à cet effectif insuffisant. Leur travail leur donne déjà fort à faire avec la délinquance intérieure.

Il faudrait aussi décharger nos gardes frontières d'un certain nombre de tâches administratives de routine, en les confiant à un corps d'auxiliaires spécialement dévolu à ces fonctions.

Peut-être certains y trouveraient l'expérience et la motivation pour évoluer vers un engagement plus fort dans la surveillance de nos frontières.

Les salaires de nos gardes doivent être maintenus à un niveau qui rende ce travail attractif. Il faut également améliorer les moyens de transmission radio.

De plus, à proximité des petits points de passage, il faut développer l'utilisation de caméras de surveillance couplée aux fichiers informatiques à disposition.

Mais le principal effort doit être porté sur le renforcement des effectifs pour dissuader les gangsters, les cambrioleurs et autres trafiquants de venir commettre leurs coupables activités sur notre territoire. Il en va de la sécurité de tous les habitants de ce pays.

**André Reymond**, conseiller national (GE)  
Membre du comité de l'UDC International

## **Retour à la diplomatie "discrète": la bonne voie pour la Suisse**

---

### **La Suisse dans le "réseau international"**

Ces dernières années, nombre de Suissesses et de Suisses ont été surpris: leur pays est perçu dans le monde! Le problème, c'est qu'on ne le voit plus comme un Etat fiable et neutre qui, dans le respect de son statut de neutralité reconnu au niveau international, se tient volontairement à l'écart des conflits. Aujourd'hui, la Suisse est bien plus considérée comme un pays qui prend la parole, qui prend parti ou encore comme un pays qui, sous le prétexte du secret bancaire et d'une imposition modérée, s'enrichit prétendument au détriment des autres. Qu'il s'agisse du secret bancaire, de la politique fiscale ou d'autres causes, le fait est que la Suisse subit des critiques et des pressions massives de toutes parts.

Le Conseil fédéral, le Parlement et les principaux partis politiques multiplient les maladresses depuis quelque temps. En les observant de loin, on a la nette impression que les autorités suisses se contentent de réagir – quand elles le font! – mais qu'elles sont incapables d'agir. Un pays souverain devrait pourtant agir aussi bien vers l'intérieur que vers l'extérieur. Ce constat vaut également pour la Suisse, surtout si elle entend conserver sa neutralité et son indépendance. La responsabilité en incombe en premier lieu au gouvernement et au Parlement, mais aussi pour une bonne part aux partis gouvernementaux. Il serait grand temps que tous ces milieux s'en rendent compte!

Que peut faire un simple citoyen suisse dans cette situation? Doit-il intervenir et prendre la parole? Compte tenu du système politique de la démocratie directe, je crois que nous autres Suisses nous avons même le devoir d'intervenir.

Je me demande donc quel rôle la Suisse pourrait et devrait jouer à l'avenir dans le "réseau international" des Etats du monde. De quelle manière la Suisse pourrait-elle le mieux faire valoir ses particularités traditionnelles qui sont l'indépendance, la sou-

veraineté et la neutralité? Quelles conditions doivent être réunies pour que ces particularités soient aussi reconnues et utilisées par la communauté des Etats?

Je crois que la Suisse serait bien inspirée de revenir sur la voie de la "**diplomatie discrète**". Cette attitude encouragerait sans doute l'étranger à considérer la Suisse comme une "médiatrice" ou comme un terrain neutre sur lequel il serait possible d'ouvrir des "négociations de médiation" confidentielles. Il s'agit là d'une offre précieuse qui a gardé toute son utilité et qui répondra à l'avenir également à une demande importante. Mais il faut aussi que l'étranger se rende compte que la compétence d'assumer cette tâche existe réellement en Suisse. Je crois que la Suisse, et notamment son corps diplomatique, possède en principe cette compétence. Je suis convaincu que notre pays a les moyens de se donner le fondement nécessaire à cet effet.

Un des éléments de cette base serait, par exemple, que la Suisse évite de se mêler de conflits internationaux et qu'elle ne prenne pas unilatéralement parti. Et cela indépendamment de l'injustice qui peut parfois marquer les litiges à régler. Cette volonté expresse de se tenir à l'écart est une vertu dont je crois parfaitement capable la Suisse. Elle répond d'ailleurs à une attitude générale profondément ancrée dans la population suisse. Pour que sa neutralité soit reconnue au niveau international, il faut donc que la Suisse cesse de se mêler de conflits. C'est dans ces conditions seulement que sa compétence de médiatrice sera admise. La Suisse pourrait alors assumer un rôle utile et important sur la scène internationale. Mais cette tâche exige, d'une part, une compétence de haut niveau et, d'autre part, de la réserve et de la modestie. Voilà des qualités que je souhaite à mon pays pour le futur.

**Peter Kaul**, Dresde (Allemagne)  
Membre du comité de l'UDC International

## **Respecter la volonté du peuple!**

J'ai été tellement énervé par les événements qui se sont déroulés à la télévision le soir du dimanche de votation du 28.11.2010 que je me suis longuement demandé si, effectivement, j'allais réagir.

Le résultat de la votation populaire sur l'initiative pour le renvoi des étrangers criminels ne suscite aucune contestation. Donc, se dira le citoyen lambda, la volonté du peuple sera appliquée. Mais il semble qu'il n'en sera pas ainsi si j'en crois les déclarations des présidents du PRD, du PDC, du PS, des Verts et du BDP ainsi que de divers commentateurs médiatiques. Tous ces milieux feront de leur mieux pour que le Parlement et le Conseil fédéral adoptent une loi d'application et des ordonnances correspondant dans une large mesure au contreprojet afin d'être euro-compatibles. Bref, l'UDC n'a aucune chance de voir appliquer le texte de son initiative. Comment ne pas douter, face à ses attitudes, de la conception que les présidents de parti ont de la démocratie? Peut-on tout simplement éluder une décision du peuple?

Mais ce n'est pas tout. La télévision suisse est ensuite allée recueillir des prises de position à Bruxelles et dans les pays voisins pour connaître les différents avis sur la Suisse. La déception des journalistes helvétiques fut grande, car ils n'ont pas toujours entendu les réactions qu'ils souhaitaient!

Cela n'empêche pas ces mêmes milieux de continuer de présenter au peuple suisse des scénarios qui n'ont aucun rapport avec la réalité. La réalité, c'est que les citoyens UE ne savent plus où ils vont tant leurs pays sont endettés; la réalité, c'est que les citoyens UE se sentent opprimés dans leur propre pays, qu'ils ne se sentent plus en sécurité.

Il est temps de mettre fin à ces menées criminelles. Et ma remarque ne vise pas seulement les journalistes, mais aussi une bonne partie des prétendus représentants du peuple.

Le moment est aussi venu de songer à organiser une marche sur Berne comme cela s'est fait du temps de Stauffacher. Et

si nécessaire nous emporterons des fourches à fumier!

Comment des élus politiques et des journalistes, tous des citoyennes et citoyens suisses, peuvent-ils avoir le sans-gêne de demander à l'étranger "S'il vous plaît, dites-nous ce que vous pensez de la Suisse"? Est-ce que des Allemands, des Français, des Italiens ou des Anglais viennent chez nous pour nous demander ce que nous pensons de leurs décisions? Bien sûr que non!

J'ai honte de ce comportement de citoyens suisses qui oublient qu'à nulle part ailleurs dans le monde ils peuvent vivre aussi agréablement qu'en Suisse. Et cela grâce à d'autres citoyens qui, eux, tiennent haut les couleurs de leur pays et travaillent à son bien-être.

Et que dire de la lamentable réaction de Madame la Conseillère fédérale Sommaruga? De toute évidence la décision du peuple lui a profondément déplu. Elle a osé dire qu'elle allait placer l'UDC devant ses responsabilités, qu'elle n'admettait pas que l'UDC se contente de lancer des initiatives pour ensuite laisser aux autres le travail de les appliquer. Ce même verbiage absurde et offensant, nous l'entendons depuis des années des autres partis politiques. C'est leur seule échappatoire, car ils manquent cruellement de visions politiques sérieuses et d'arguments percutants.

Encore une chose: nombre de citoyens se demandent, effarés, pourquoi il existe en Suisse tant de gens qui cherchent à détruire tout ce qui fait la force de notre pays. Cela me rappelle une publication de Wladimir Bukowski dans la "Schweizerzeit" no 7 du 9 mars 2007:

Il s'agit, a-t-il écrit, de l'objectif déclaré de transformer l'Europe en un Etat centralisé. Messieurs Gorbatschew et Giscard d'Estaing ont affirmé que cet objectif sera atteint moyennant une entente entre la gauche politique européenne et Moscou. Trente ans après l'émergence de ce projet nous voyons un Parti socialiste suisse travailler de toutes ses forces à la réalisation de ce rêve dont le principal tenant est le conseiller national Hans-Jürg Fehr. Il faut dire que la gauche peut en cela compter sur quelques imbéciles utiles des partis du centre, le PRD, le PDC et le BDP. Il est

regrettable et même étonnant que ce fait ne soit pas plus souvent évoqué par des politiciens de l'UDC dans le débat sur l'UE. Il faudrait cependant le rappeler constamment aux euro-fanatiques et le leur tendre comme un miroir dans lequel ils voient leur perfidie.

**Edgar Studer**, Finchampstead (GB)  
Membre de l'UDC International

## **Droits politiques: St-Gall et après?**

---

Un constat sur la désignation des candidatures pour les élections du "Conseil des suisses de l'étranger". En effet, avant il était "obligatoire" d'avoir l'aval des organisations faitières pour avoir le droit de se présenter à ces élections, pour celles à venir c'est terminé! Les candidatures seront libres, reste à savoir auprès de qui il faudra se porter candidat? L'avenir nous le dira lors des prochaines élections qui sont prévues pour 2013.

Au sujet de la représentation politique, il nous faudra attendre encore cinq longues années, car comme nous le savons, dans notre beau pays, tout est simple et compliqué à la fois ! Simple sur l'idée quand le Conseil national est favorable et compliqué quand le Conseil des Etats s'y oppose.

Si l'idée semble "bonne" à la chambre haute, c'est la mise en œuvre qui semble compliquée ! En effet, si par exemple en France, il a fallu simplement modifier le découpage électoral pour que 11 députés représentant les expatriés entrent au parlement sans modifier le nombre d'élus. En Suisse cela n'est pas possible du fait de notre passé et par la construction de notre pays qui a été formé par des cantons indépendants les uns des autres.

La création d'un nouveau « canton » suisse regroupant tous les Suisses de l'étranger et leur permettant d'obtenir une représentation propre aux chambres fédérales est envisagée. Toutefois, cela semble difficile à réaliser et très coûteux. Actuellement, la discussion en est au stade de la négociation entre le Conseil national et le Conseil des Etats pour une éventuelle amélioration de la représentation politique des Suisses de l'étranger.

Attendons et espérons que les chambres réunies se mettent d'accord afin d'embrocher le pas à d'autres pays comme l'Italie et la France.

**Pierre Vogel**, Rosny sur Seine (F)  
Membre de l'UDC International

## **UDC International et la question des droits politiques des Suisses de l'étranger**

---

L'UDC International, tout comme l'UDC Suisse d'ailleurs, se bat pour une meilleure représentation politique des Suisses de l'étranger. Tous les deux cherchent constamment de nouveaux moyens de mieux intégrer la Cinquième Suisse dans la politique helvétique pour lui permettre de s'engager plus étroitement dans le processus politique.

C'est pour cette raison aussi que l'UDC Suisse veut intégrer plus étroitement l'UDC International dans les structures du parti. La section des Suisses de l'étranger a le statut d'une section cantonale et dispose donc de ses propres représentants aux assemblées des délégués et au Comité central de l'UDC Suisse. Prochainement l'UDC International aura même un siège au Comité directeur de l'UDC Suisse. D'une manière générale, UDC International est une section très active au service des Suisses de l'étranger. Elle fait valoir ses propositions dans la politique fédérale de l'UDC; elle fonde des comités pour soutenir des projets politiques; elle possède son propre organe d'information et adopte des mots d'ordre en vue des votations fédérales; elle publie des communiqués; elle se présente aux élections au Conseil national avec ses propres listes.

### **Présence lors des élections 2011 au Conseil national**

L'UDC International s'était présentée en 2003 et en 2007 déjà avec ses propres listes de Suisses de l'étranger aux élections au Conseil national. Elle avait alors obtenu des résultats respectables. Cet engagement sera développé à l'avenir. L'UDC International lancera des listes de Suisses de l'étranger dans 10 cantons environ pour permettre à un maximum de

Suisses résidant à l'étranger d'élire leurs propres représentants au Parlement

Cette forte présence des Suisses de l'étranger dans la campagne électorale 2011 accroîtra les chances d'élection d'un Suisse de l'étranger au Conseil national. La campagne électorale sera aussi une excellente tribune pour attirer l'attention d'un large public sur les problèmes de la Cinquième Suisse. Les candidats de l'étranger se battent donc non seulement pour eux-mêmes et pour l'UDC, mais aussi pour les intérêts de tous les Suisses de l'étranger et leur présence en politique suisse.

### **La problématique du propre canton**

Pour l'UDC International, cet engagement dans la campagne électorale et cette intégration dans des structures politiques existantes sont infiniment plus utiles que les discussions sans fin sur une propre circonscription électorale, donc sur un propre canton des Suisses de l'étranger. On peut certes continuer d'en débattre et de chercher des solutions, mais il est plus réaliste de développer d'autres moyens pour renforcer la participation politique des Suisses de l'étranger.

La création d'un nouveau canton se heurterait en effet à d'innombrables problèmes et difficultés. Il faudrait organiser une votation populaire pour faire passer cette modification constitutionnelle et il n'est pas certain du tout qu'une majorité du peuple soutienne ce projet: d'une part, de nombreux Suisses sont d'avis que les compatriotes n'habitant pas le pays n'ont pas besoin de représentants au Parlement, car ils ne se rendent pas compte que les révisions légales concernent fréquemment aussi la Cinquième Suisse; d'autre part, les coûts considérables, que représenterait la mise en place d'une nouvelle administration cantonale, ne semblent pas justifiés aux yeux de beaucoup de citoyens, car la majorité des Suisses de l'étranger ne paient plus d'impôts dans leur patrie.

Mais même si une majorité du peuple approuvait la création d'une circonscription électorale indépendante pour les Suisses de l'étranger, il n'est pas certain que cette modification ait des effets positifs pour les Suisses de l'étranger. Ces derniers ne pourraient en effet plus voter pour les

candidats et les partis qu'ils connaissent dans leur canton d'origine, mais devraient donner leur voix à des personnes généralement inconnues d'eux.

Le petit nombre de sièges qui serait probablement donné aux Suisses de l'étranger devrait de surcroît être réparti entre continents ou groupes de pays. Il n'est donc pas garanti du tout que ces élus représentent effectivement les intérêts et les positions politiques des habitants de leur circonscription électorale. Une question pour illustrer ce propos: un électeur UDC habitant le Brésil se sentirait-il mieux représenté par un élu socialiste habitant l'Argentine que par un politique UDC de son propre canton d'origine? Voilà une question parmi beaucoup d'autres que les Suisses de l'étranger doivent se poser quant à la difficile réalisation d'une circonscription électorale particulière.

### **Miriam Dagai**

Secrétaire de la section UDC International

### **Echéances:**

Les **assemblées des délégués** de l'UDC ont lieu aux dates suivantes en 2011:

**samedi, 15 janvier 2011**  
**samedi, 26 mars 2011**  
**samedi, 28 mai 2011**  
**samedi, 27 août 2011**  
**samedi 1<sup>er</sup> octobre 2011**

En tant que membres de l'UDC International vous êtes bien entendu toujours cordialement invités à participer aux assemblées des délégués comme hôtes ou, si des cartes sont libres, comme délégués. Si vous êtes intéressés, n'hésitez pas à vous annoncer chez nous.

**Nous vous souhaitons de joyeuses  
et sereines fêtes de fin d'année et  
un bon départ dans l'an nouveau!**

